

Dobell, Peter C. *Canada in World Affairs : Volume XVII 1971-1973*. Toronto, Institut Canadien des affaires internationales, 1985, 483 p.

Rychard A. Brûlé

Volume 17, numéro 1, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701991ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701991ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brûlé, R. A. (1986). Compte rendu de [Dobell, Peter C. *Canada in World Affairs : Volume XVII 1971-1973*. Toronto, Institut Canadien des affaires internationales, 1985, 483 p.] *Études internationales*, 17(1), 215–216.  
<https://doi.org/10.7202/701991ar>

## CANADA

DOBELL, Peter C. *Canada in World Affairs: Volume XVII 1971-1973*. Toronto, Institut Canadien des affaires internationales, 1985, 483 p.

Le début des années '70 marque sans contredit la genèse du pragmatisme canadien dans ses relations extérieures. Les alliances meurent lentement au Canada, peut-être est-ce dû au sentimentalisme de peuples déracinés de la vieille Europe. C'est donc sans surprise que l'on a pu lire dans *Politique étrangère au service des Canadiens* (1970) que le Canada maintiendrait ses contacts historiques au sein de l'OTAN, du NORAD et du Commonwealth. Cette revue des relations extérieures du Canada fut un effort de rationalisation, de conceptualisation et de planification effectué par le nouveau gouvernement Trudeau pour mieux saisir et diriger notre politique outre-frontières.

Le triple effort du gouvernement (c'est-à-dire deux nouveaux livres blancs sur la défense et sur les affaires extérieures ainsi que l'annonce de la « troisième option » de 1970 à 1973), d'ériger et de proclamer de nouvelles politiques extérieures fut – dans sa mise en application – un échec; non pas lié à l'intention originale mais plutôt au choix de la méthode. Suite à une consultation limitée avec le « public » canadien, l'élaboration de nouvelles politiques extérieures et de défense se voulaient un reflet des intérêts nationaux sur la scène internationale. En cela rien de surprenant ni même de controversé.

L'erreur, si je puis me permettre de mettre le doigt sur ce qui me semble avoir été la cause des déboires du triple effort, fut de projeter dans le futur environnement les besoins et les espoirs des Canadiens sans tenir suffisamment compte des contraintes du milieu international, des contraintes systémiques. En fait les nouvelles politiques se voulaient être le voeu des Canadiens et non pas une analyse stratégique globale de la situation mondiale avec égard à la prospective. (La même erreur sera commise à l'aube de l'inau-

guration de la nouvelle politique énergétique en 1980.)

Encore ivre de ses derniers succès économiques et diplomatiques de la fin des années 60, le Canada et les Canadiens étaient devenus plus farouchement nationalistes et optimistes. Au Québec, le nouveau gouvernement Bourassa semblait inaugurer la paix intérieure tandis que, sur la scène internationale, la loi anti-pollution des eaux territoriales de même qu'une nouvelle ère de détente annonçaient une certaine quiétude sur les frontières.

Une prospective plus intense et la participation au processus décisionnel de personnes plus portées vers une analyse politico-stratégique à long terme et moins préoccupées par la projection sur la scène internationale de problèmes internes, eut pu aider à faire de ces tentatives de révision et d'orientation de nos politiques (extérieures, de défense, énergétique et autres) un plus grand succès. En rétrospective les textes décrits plus haut demeurèrent de beaux énoncés d'intentions et de projets. Mais le tout demeura sans conséquence sérieuse tant sur la scène nationale qu'internationale.

Peter C. Dobell a su capter l'esprit de la période qu'il nous raconte avec un verbe sobre et éloquent. Cela est sans doute dû à la manière dont le texte fut rédigé; c'est-à-dire écrit au jour le jour à l'époque même des événements et par un homme (M. Dobell et ses associés) qui était tout près. La suite des années a depuis lors permis plusieurs révisions de l'ébauche. [Notons en passant que cette méthode a de bons mérites.] À bien des points de vue, compte tenu de l'espace disponible et de l'aspect littéraire, l'oeuvre de Dobell ressemble à la « Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec » d'Hélène Galarneau, chronique qui demeure le seul équivalent en Français au Canada.

L'oeuvre de M. Dobell est originale dans la série en ce qu'elle crée de nouvelles sections sur le rôle du Parlement canadien et de gouvernements provinciaux au regard des relations extérieures du Canada. En survol 30% de l'oeuvre est orientée sur nos relations avec les États-Unis, 20 % sur les autres régions du globe, 15 % sur nos relations multilatérales,

20 % sur les activités extérieures des autres ministères et agences (défense, commerce, ACDI), 10 % sur le rôle des provinces et du Parlement et finalement 5 % de commentaires supplémentaires.

L'ouvrage couvre très bien les impératifs du Ministère de la Défense de cette période. Il rapporte d'une façon admirable tous les événements connus relatif à la participation du Canada à la commission internationale pour la supervision et le contrôle sur le Vietnam. Du côté économique le relevé des événements qui entourèrent le 15 août 1971, jour où le Président Nixon choqua le système économique mondial avec, non seulement l'abandon par les États-Unis de l'étalon-or, mais aussi une surcharge de 10 % sur toutes les importations américaines. Une mesure qui, pour le Canada aurait pu être un coup d'arrêt terrible.

En résumé le travail est bien fait, bien présenté et à l'honneur de la série *Canada in World Affairs*. L'index est bien structuré et sera utile au chercheur. Pour ceux qui n'ont pas le temps de consulter toute l'oeuvre ou qui n'ont pas d'utilité pressante pour l'information détaillée de l'oeuvre, la lecture des excellentes introduction et conclusion de Peter Dobell leur sera très utile.

Rychard A. BRÛLÉ

*Département de science politique  
Université de Toronto*

NOSSAL, Kim Richard. *The Politics of Canadian Foreign Policy*. Scarborough (Ontario), Prentice-Hall Canada, Inc., 1985, 248 p.

Kim Richard Nossal a réalisé une étude très complète du domaine politique de la politique étrangère du Canada. Son analyse commence par une étude des obstacles auxquels se heurte l'État canadien en matière de décision. Parmi ces obstacles, il faut citer les contraintes à long terme imposées par la géographie, la structure et le potentiel économiques du Canada qui se conjuguent pour l'amener dans la sphère de son grand voisin du Sud. Les limites du milieu étant pondérées par le presti-

ge international dont il jouit, le Canada n'est ni un satellite des États-Unis, ni une grande puissance, mais un État.

D'autres obstacles au pouvoir décisionnel découlent de la société canadienne proprement dite, et Nossal analyse avec beaucoup de justesse les facteurs qui entrent en jeu ici. Une société civile, comme en témoigne l'histoire, n'a qu'un effet mineur sur le processus décisionnel. Mais elle affecte le milieu où s'opèrent les choix, ainsi que l'atteste l'évolution d'idées dominantes comme l'impérialisme, l'isolationnisme et l'internationalisme au cours d'un siècle. La guerre des Boers (1899) et la guerre des Malouines (1982) illustrent à merveille cette dichotomie d'influence. Comme le constate Nossal, c'est l'idéologie impérialiste qui dominait la société civile au tournant du siècle qui a poussé le Canada à prendre part à la guerre des Boers; pour ce qui est du conflit des Malouines, toute intervention était pratiquement impensable du fait que l'impérialisme n'a plus aucune emprise aujourd'hui. Dans chaque cas toutefois, l'opinion publique n'a eu qu'une influence indirecte sur les politiques suivies par les dirigeants de la nation. La décision de Laurier d'envoyer des troupes et la neutralité affichée par Trudeau reflétaient le processus politique au sein du gouvernement. Même si la société civile joue un rôle périodique dans l'établissement de l'ordre du jour en matière de politique étrangère, les décisions demeurent l'apanage exclusif d'une petite élite.

Après avoir décrit les limites internes et externes contre lesquelles butent les architectes de la politique étrangère, Nossal se tourne vers les rouages politiques proprement dits. Le Premier ministre occupe une place prédominante dans la haute administration, du fait de ses pouvoirs de nomination, de la tradition sommitale et le reste. Une phase active ou passive de la politique étrangère peut donc s'expliquer, du moins partiellement, par l'orientation du leadership. Nossal illustre cet argument par une comparaison entre anciens premiers ministres: Borden et Trudeau ont engagé des actions au-delà des frontières du Canada, King et Clark ont réagi au système international lorsque cela s'est avéré nécessaire.